

Bordeaux, le 28 juin 2010,

SEANCE PLENIERE DU 28 JUIN 2010

INTERVENTION DE GENEVIEVE DARRIEUSSECQ sur le Budget supplémentaire 2010

(Note : seul le prononcé fait foi)

Monsieur le Président,
Chers Collègues,

En préambule, je voudrais vous dire que nous avons bien compris votre inquiétude face au projet de réforme territoriale et face à la refonte de la structure des ressources des collectivités.

Cette réforme, nous aussi Groupe Forces Aquitaine, nous pouvons en parler. Depuis décembre et le vote de notre Budget Primitif, peu de choses ont d'ailleurs évolué. Le Gouvernement s'est entêté à mettre en place une réforme sans concertation avec les élus locaux.

Pourtant nous étions d'accord sur un certain nombre de constats avec la majorité.

OUI le « millefeuille local » est trop complexe mais NON les collectivités ne sont pas par essence « trop dépensières ». Elles sont au contraire le maillon essentiel de la relance.

Alors que l'Etat ne s'impose pas l'équilibre budgétaire, les collectivités : communes, conseils généraux et régionaux devons assumer la relance de nos territoires avec des ressources incertaines. Voilà la réalité du terrain et elle ne devrait hélas pas s'améliorer à l'avenir.

Ensuite vous nous dites souvent, Monsieur le Président, que l'Etat n'assume déjà pas le coût de ses décentralisations vers les Régions. Nous pensons qu'il est maintenant urgent d'avoir un audit approfondi et une évaluation des charges de la décentralisation pour notre collectivité afin de les comparer aux ressources transférées.

D'après notre analyse, les dernières décentralisations de l'Etat vers les Régions nous paraissent plutôt compensées à l'année « n ». Je pense particulièrement au produit de la TIPP qui a permis d'assurer la prise en charge des personnels TOS dans les lycées. Mais nous savons bien que si le bât blesse, ce sera dans les années suivant le transfert, lorsque les besoins des usagers, des citoyens, se feront entendre auprès de nous, élus de proximité. Sur ces enjeux, nous avons besoin d'y voir plus clair.

J'en viens maintenant plus particulièrement au Budget supplémentaire que vous nous proposez. **Sur la méthode** Monsieur le Président, nous nous étonnons que plusieurs lignes de crédit apparaissent dans ce Budget supplémentaire sur pour des actions dont nous sommes censés débattre plus tard dans cette séance plénière.

Si je prends l'exemple du « service public télévisuel régional » qui vous tient tant à cœur. Vous nous proposerez plus tard dans cette séance plénière une délibération dans laquelle il s'agit de vous donner mandat pour examiner – je cite – « les traductions financières des propositions de contenus de programme ». Pourtant, dans le Budget Supplémentaire que nous sommes censés voter maintenant, nous apprenons que vous souhaitez d'ores et déjà budgéter 9 Millions d'€ d'autorisations de programme dont 900 000 € en crédits de paiement.

Nous pensons là qu'il s'agit d'un procédé anti-démocratique. Sur ce dossier nous avons des choses à dire et il y a des vérités que vous devrez entendre. A quoi bon donc ? Notre assemblée se résume-t-elle à une simple chambre d'enregistrement ? Notre assemblée doit-elle subir le même sort que le Gouvernement fait subir chaque jour à l'Assemblée nationale ? Un débat vain !

J'espère que vous tiendrez compte de cette remarque Monsieur le Président dans la préparation des prochaines séances de budget.

Une remarque de forme ensuite. Puisque nous sommes au début d'un nouveau mandat, c'est l'occasion de vous exprimer nos doutes quant à la présentation de votre Budget par objectif.

Là où les autres Régions regroupent leurs dépenses en moyenne en cinq objectifs, vous faites le choix de faire une présentation en trois objectifs. Pourquoi pas si ce choix était au service d'une meilleure lisibilité et d'une plus grande transparence. Or, cela ne nous paraît pas être le cas.

Vous intitulez votre premier objectif « Développement économique » à l'intérieur duquel on retrouve justement le « Développement économique » mais aussi la formation, l'agriculture et le tourisme.

Ce qui nous paraît gênant, c'est la confusion qui est faite entre l'objectif « Développement économique » dont la majeure partie est consacrée à la formation professionnelle, compétence obligatoire de la Région, et son sous-objectif du même nom, bien plus modeste.

Quant au second objectif que vous nommez « intelligence » je laisse chacun juger de l'opportunité sémantique de cette nomenclature.

Déjà vous utilisiez cette présentation pendant le mandat précédent. Monsieur le Président nous vous disons attention cela ne nous paraît pas être une présentation sincère, en tous cas bien peu transparente.

Sur le fond maintenant. Nous avons noté que votre Budget Supplémentaire intègre de nouvelles recettes. 19,9 Millions d'€ hors régularisation comptable.

Soit 11,8 Millions d'€ au titre de la seconde moitié de la part péréquation de la DGF et 5,3 Millions d'€ pour l'ajustement de la compensation relais.

Cela confirme le caractère de moins en moins dynamique de nos ressources. Et la réforme que j'ai abordé tout à l'heure ne fera qu'augmenter la part prépondérante des dotations dans notre budget recettes.

Cette situation a d'ailleurs commencé avec la TIPP que l'on peut déjà qualifier de dotation puisqu'elle ne vient que compenser la décentralisation des personnels TOS.

C'est un véritable virage qui a donc été amorcé dans la structure budgétaire de notre collectivité. Et comment ferons nous demain quand nous n'aurons plus de levier fiscal ? L'avenir paraît difficile même si heureusement, grâce aux efforts des aquitains, notre collectivité en a largement « sous le pied ».

En dépenses, votre Budget prévoit une augmentation de 18,7 Millions d'€ en crédits de fonctionnement et 6,7 Millions d'€ en crédits de paiement. Soit 25,4 Millions d'€ d'augmentation de crédits pour l'exercice en cours.

Nous tenons à souligner certains domaines sur lesquels votre effort nous semble bienvenu. Trois exemples.

- En matière de formation professionnelle tout d'abord et particulièrement la formation au bénéfice des salariés. C'est une des vraies solutions qui nous permettra de sortir de la crise. Vous faites le choix d'inscrire 1 M d'€ supplémentaire en crédits de fonctionnement et nous pensons que c'est un choix stratégique positif dans un contexte de grande difficulté pour plusieurs sites industriels aquitains, parmi lesquels je veux citer FIRST à Blanquefort, sur lequel les dernières nouvelles sont, vous le savez, très préoccupantes, sans parler du drame qui se déroule chez CAPDEVIELLE à Hagetmau.
- Ensuite le transport. Les 2,6 M d'€ alloués aux programmes ferroviaires et les 3 M d'€ pour la régénération des voies ferrées nous paraissent très positifs. Car nous savons bien que sur les dossiers ferroviaires, et particulièrement les TER, les Régions ont hérité d'une situation catastrophique sans avoir sans doute cette fois-ci les transferts financiers suffisants.
Par ailleurs, nous vous avons signalé lors du Budget Primitif sur votre investissement en retrait sur les transports par rapport aux autres Régions. Nous étions en 2009 à 74,3 € par habitant alors que la moyenne était à 95,4 € par habitant. Nous espérons donc que vous poursuivrez votre effort pour combler le retard dans ce domaine.
- Enfin, nous soulignons votre volontarisme en matière d'enseignement supérieur et de recherche.

Hélas, lors du débat sur le Budget Primitif, nous vous avons alerté sur l'objectif qui nous paraît être le grand oublié une fois de plus : l'aménagement du territoire et des territoires ruraux en particulier. Votre Budget d'investissement en est le reflet.

Car, nous ne considérons pas que votre projet de « service public télévisé » en fasse vraiment partie. Du moins pas en l'état et c'est pour cela que j'aurai l'occasion tout à l'heure de vous présenter un amendement qui tend à corriger la situation.

Je rappelle que d'après les données DGCL, en 2009, vous étiez à 11,5 € par habitant dans ce domaine alors que la moyenne des régions était à 21,5 €. Nos territoires, notamment ruraux ou urbains en difficulté, ont le besoin le plus urgent d'un engagement de la Région bien plus significatif.

Ce Budget supplémentaire n'est que l'ajustement à la marge des politiques que vous avez mis en place en décembre dernier. En l'étudiant, on se demanderait presque si des élections ont eu lieu depuis ! Vous tenez trop peu compte d'après notre Groupe du mal être des aquitains que nous avons ressenti pendant cette campagne.

Pour preuve, le seul élément qui rend votre Budget supplémentaire un peu marquant – et pas dans le bon sens – c'est votre projet de « service public télévisuel régional » alors qu'il n'était même pas dans vos documents de campagne.

Il y avait pourtant de bonnes idées à piocher. Dans votre programme évidemment puisque vous avez été élu. Mais aussi dans celui de la liste Forces Aquitaine menée par Jean Lassalle. Le développement d'un RER aquitain, un plan « télévision numérique pour tous », la création de zones économiques rurales, l'incitation à l'installation des étudiants en médecine dans les territoires ruraux, la gratuité des manuels scolaires, la création d'un « pack autonomie » pour les jeunes ou encore la remise à plat d'une concertation sérieuse et approfondie avec les populations pour les Grands Projets du Sud-Ouest. Voilà autant d'initiatives qui auraient pu, au moins pour certaines d'entre elles, être mises en place dès ce Budget Supplémentaire.

Pour ces raisons Monsieur le Président, nous ne voterons pas pour votre Budget supplémentaire. Nous attendons l'examen de notre amendement pour prendre notre décision définitive quant à notre vote.

Néanmoins, nous tenons à affirmer que nous resterons ouverts au débat dans les prochains mois, dans un climat constructif comme nous l'avons toujours fait. Et nous ne demandons qu'à être convaincu en décembre prochain par votre Budget Primitif s'il tient compte de nos remarques.

Mes collègues élus du Groupe Forces Aquitaine interviendront sur certains dossiers spécifiques dans la discussion par chapitre.

Je vous remercie.